

Nouvelles locales du jeudi 1er octobre 2015

@rib News, 01/10/2015 | Politique - Agathon Rwasa, premier vice-président de l'Assemblée nationale s'est exprimé lors d'un déplacement en province de Rumonge. "Il n'est pas nécessaire d'attendre qu'une pluie de bombes soit tombée sur nous à cause des conflits qui opposent les Burundais", a-t-il déclaré. Selon lui, toutes les questions en rapport avec la politique, l'administration, la corruption et les autres litiges qui divisent les Burundais, doivent être débattues par tous. Le premier vice-président de l'Assemblée nationale participait à une distribution de vivres pour des personnes rentrées d'exil après les manifestations anti-3^e mandat. Toutefois, selon une source sur place bien informée, certains bénéficiaires présents étaient des membres du parti au pouvoir. Ces derniers n'ayant jamais fui le pays.

| Diplomatie - Une source diplomatique européenne a révélé les identités des quatre personnes frappées de sanctions par l'Union européenne jeudi pour leur implication dans la répression contre les manifestants qui s'opposaient au troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. La première est Godefroid Bizimana, directeur général adjoint de la police nationale, accusé d'avoir pris "des décisions opérationnelles ayant entraîné un recours disproportionné à la force et des actes de répression violente". La deuxième est le chef de cabinet de l'administration présidentielle chargé de la police nationale, Gervais Ndirakobuca, alias Ndakugarika, "responsable des actes de violence, notamment les 26, 27 et 28 avril dans les quartiers de Nyakabiga et Musaga à Bujumbura" aux yeux de l'UE. Un agent des services de renseignement, Mathias-Joseph Niyonzima alias Kazungu, est le troisième sur cette liste noire de l'UE. Il serait l'un des responsables encadrant la milice Imbonerakure, la Ligue des jeunes du parti présidentiel, dont le rôle dans la répression a été dénoncé par l'UE. Enfin, l'ex-général Léonard Ngendakumana, que l'UE juge "responsable d'attiser la violence, ainsi que d'incitations à la violence", est également visé par ces sanctions. L'UE a adopté ces sanctions en matière de déplacements et un gel des avoirs à l'égard de ces quatre personnes, a indiqué le Conseil européen qui représente les 28 Etats membres. | Sécurité - 9 personnes ont été blessées la nuit dernière lors d'une attaque à grenade dans un bar de Bururi. Un policier est soupçonné d'avoir mené cet attentat et aurait lancé des grenades en direction d'une femme se trouvant dans un débit de boisson. 6 individus ont été interpellés dans le cadre de l'enquête selon les déclarations de la police locale.